
M.E.S., Numéro 132, Vol. 1, janvier – février 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 20 février 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, janvier - février 2024

ANALYSE CRITIQUE DES LIMITES DU LIBÉRALISME ET DU SOCIALISME EN AFRIQUE

par

MFUMUNTOTO BASANGA

*Assistant, Université de Lodja
Apprenant en D.E.S., Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa*

Résumé

Partant de la nécessité de nouvelles approches du développement du continent résultant de « la crise même du développement », la présente étude explore les causes majeures du faible rendement de ces deux courants et leurs variantes en Afrique au niveau politique, économique, social et culturel. Pour ce faire, il nous est possible d'admettre, à l'instar d'un axiome mathématique, que le socialisme et le libéralisme modernes avec leurs variantes n'ont pas tout au moins favorisé des changements notables en Afrique qu'ils ne l'ont fait ailleurs. Ceci permet une interrogation soustraite de l'émotion idéologique quant à leur sort en Afrique.

Mots-clés : *analyse critique, limites, libéralisme, socialisme, Afrique*

Abstract

Based on the need for new approaches to the continent's development resulting from "the very crisis of development", this study explores the major causes of the low performance of these two currents and their variants in Africa at the political, economic, social and cultural level. To do this, it is possible for us to admit, like a mathematical axiom, that modern socialism and liberalism with their variants have not at least promoted notable changes in Africa that they do not. have done elsewhere. This allows for a questioning removed from ideological emotion regarding their fate in Africa.

Keywords : *critical analysis, limits, liberalism, socialism, Africa*

INTRODUCTION

Lorsqu'ils n'ont pas induit directement des profonds changements survenus en Occident et ailleurs surtout au cours du 20^e siècle sur le plan économique, scientifique, social et même culturel, le libéralisme et le socialisme modernes ont servi tout au moins de soubassement idéologique d'énormes progrès politiques, sociaux, économiques constatés en Europe, en Amérique du Nord et en Asie¹.

Par ailleurs, contrairement aux idées reçues défendant l'introduction tardive du socialisme en Afrique, en la situant aux indépendances des pays africains, le socialisme est bien connu en pleine colonisation comme en témoigne la création de la première section du Parti socialiste Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.) au Sénégal depuis 1920². Bien plus, l'histoire africaine récente est concordante qu'« un certain nombre de responsables politiques qui prirent le pouvoir en Afrique indépendante se déclarèrent promarxistes ou socialistes, ou, dans certains cas, définirent des procédés d'indigénisation du socialisme »³.

Valentin-Yves Mudimbe indique assez clairement que le marxisme et son expression française, le Parti Communiste, eurent un impact sur l'engagement de l'intelligentsia africaine. Certains d'entre eux, comme Aimé Césaire, Jacques Roumain, Etienne Lero et Jacques Stephen Alexis devinrent communistes et d'autres, comme Senghor, Nkrumah et Nyerere, « se rallièrent aux bases idéologiques du socialisme »⁴.

¹ L. VON MISES, *Le socialisme : étude économique et sociologique*. Traduit de l'allemand par P. BASTIER, A. TERRASSE et Fr. TERRASSE, Paris, Éditions M.-Th. Génin – Librairie de Médecis, 1938.

² Lire Ch. BERNARD, *Le socialisme africain : mythes et réalités*, dans *Revue française des sciences politiques*, vol. 15, n° 5 (1965), pp. 856-884.

³ V.-Y. MUDIMBE, *L'invention de l'Afrique. Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*. Traduit de l'anglais par L. VANNINI, Paris, Éditions Présence Africaine, 2021, p. 217.

⁴ *Ibidem*, pp. 215 et 216.

La présente étude n'est pas un nouvel exposé doctrinal sur le libéralisme et le capitalisme et leur impact sur le développement de l'Occident. Une telle formulation exige d'abord un examen plus ou moins fouillé et serein des liens scientifiquement vérifiables entre les progrès connus en Europe, en Amérique et en Asie et le libéralisme et le socialisme, d'une part, et, ensuite, une étude de chaque « voie africaine »⁵ prise par ces deux courants et vérifier, in fine, s'il existe un lien de causalité entre libéralisme, socialisme et sous-développement africain, de l'autre part.

Evoquer la question de l'analyse critique des limites du libéralisme et du socialisme en Afrique renvoie inéluctablement aux méthodes historique et comparative qui justifient au mieux les deux courants de pensée, sans toutefois omettre l'usage des techniques documentaires. D'où, pour mieux rendre l'intelligibilité de cette réflexion, il convient d'abord de rappeler brièvement le sort de ces deux courants en Afrique (i) avant d'esquisser une analyse causale de leur échec (ii). Une brève conclusion met un terme à cette réflexion.

I. LA RÉCEPTION AFRICAINE DU LIBÉRALISME ET DU SOCIALISME

Sur le plan idéologique et doctrinaire, force est de constater que l'Afrique n'a été que le reflet imparfait de la confrontation idéologique de l'Occident. « L'Afrique a été le lieu de la projection idéologique de l'expérience historique de l'Europe. C'est ce qui la maintient jusqu'aujourd'hui sous la tutelle idéologique de l'Europe, celle de l'Ouest ou celle de l'Est »⁶. Ainsi, « les différents modèles de développement ont été proposés et expérimentés : soit à travers des idéologies spécifiques (le consciencisme, la négritude, l'African Personality, l'authenticité, le socialisme africain, etc.) soit à travers des idéologies pensées et formulées en dehors de l'Afrique, mais adoptées en Afrique (socialisme scientifique, capitalisme et libéralisme) »⁷.

Concernant le socialisme plus particulièrement, l'expression « socialisme africain » traduit à la fois les tentatives de théorisation et l'ensemble des options politiques prônées par les dirigeants politiques et Chefs d'État africains dans le contexte des indépendances de leurs pays, notamment les présidents Léopold Sédar Senghor du Sénégal, Modibo Keita du Mali, Ahmed Sékou Touré de la Guinée, Julius Nyerere de la Tanzanie, Kenneth Kaunda de la Zambie, Kwame Nkrumah du Ghana et Hamilcar Cabral de la Guinée-Bissau⁸.

De ce point de vue, il convient d'accorder crédit à la thèse souvent soulignée du manque d'unité conceptuelle et doctrinale du socialisme au niveau africain. À la rigueur, il faudra accepter qu'il n'existe pas un « socialisme africain » en Afrique, mais des « socialismes africains » ou des « voies africaines vers le socialisme »⁹. Toutefois, tout en n'offrant pas une ligne de politique commune, un point commun lie les diverses formes de socialisme africain : la référence aux

⁵ Lire L. S. SENHOR, *Liberté 2 : Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Seuil, 1971 ; Fr. BLUM, H. KIRIAKOU, M. MOURRE et al., *Socialismes en Afrique/Socialism in Africa. Pour une histoire des socialismes en Afrique*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2021.

⁶ Lire B. KOSSOU, *Rapport général du Symposium international de Kinshasa (20 au 30 avril 1985) sur « l'Afrique et son avenir »*, dans ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, *Le mouvement panafricaniste au XXe siècle*, 2004, p. 492.

⁷ *Ibidem*, p. 508.

⁸ Voir l'article *Socialisme africain*, dans *Wikipédia. L'encyclopédie libre* : https://fr.wikipedia.org/wiki/Socialisme_africain (consulté le 14 juillet 2022).

⁹ En 1961, Léopold Sédar Senghor publia son ouvrage qui sera réédité en 1971 sur « *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Présence africaine. Le 6 décembre 1962, à Dakar, un colloque réunit des européens et africains autour du thème central « voies africaines du socialisme ». En 1963, les « journées africaines » de Louvain choisirent également comme thème central « Voies africaines du socialisme » (Lire R. BEECKMANS et R. DE HAES, *Voies africaines du socialisme. Journées africaines 1963*, Léopoldville, Bibliothèque de l'étoile, 1963, 176 p). En juillet 1975, la conférence de Tunis marqua un glissement sémantique important : au lieu de l'article défini contracté « du », il sera question de « vers » le socialisme africain. Ce glissement dénote que le socialisme n'est pas encore réalisé en Afrique, mais qu'il peut l'être en indiquant des « voies » à suivre à cet effet (Lire E. COHEN-HADRIA, *Les voies africaines vers le socialisme. À propos de la conférence de Tunis, 1^{er}-6 juillet 1975*, dans *La Documentation française*, n° 72 (1976), p. 33-38).

valeurs sociales et culturelles de l'Afrique, ainsi que des références au courant d'idées panafricanistes.

Au Sénégal, Cheikh Anta Diop s'afficha pour le stalinisme en 1954. Quant à Léopold Sédar Senghor, il présenta un rapport intitulé « *Pour une voie africaine du socialisme* » dans lequel il adopta des éléments de Karl Marx, en rejetant l'athéisme et la lutte des classes, non adaptés au contexte africain. Cherchant une symbiose entre Marx et la spiritualité de Pierre Teilhard de Chardin, il envisagea un « socialisme existentiel » qui s'accommode bien avec la négritude¹⁰.

Au Ghana, en 1957, Kwame Nkrumah, sur fond du panafricanisme, se revendiqua « marxiste-léniniste et chrétien sans confession ». Pour lui, le socialisme permet d'envisager l'unité du continent africain pour échapper au système économique mondial et reconstruire une culture originale dans la tradition communautaire. Dans la pratique, Nkrumah utilisa des méthodes autoritaires et centralistes ainsi que le culte de sa personnalité.

En Tanzanie, en 1964, le président Julius Nyerere adopta également le socialisme sous forme du communautarisme africain qui tend à organiser la société tanzanienne en communautés de base autonomes et autogérées appelées les villages *Ujamaa* (famille élargie). Dans sa « Déclaration d'Arusha » de 1967, il annonce la construction d'un « État socialiste démocratique ».

Signalons que la version éthiopienne du socialisme est un « communalisme ». Pour le Mali, ce fut le « socialisme ».

Dans la pratique, il s'est avéré que les socialismes africains sont demeurés de façade, à quelques exceptions. Les dirigeants africains ont plus développé des régimes autoritaires et installé des partis uniques qui les ont éloignés des socialismes classiques et européens et qui, pour cette raison, n'ont pas favorisé la survie du socialisme après leur départ du pouvoir. Il faut à ajouter à ceci l'absence relevée ci-dessus d'unité doctrinale et idéologique à l'échelle régionale.

D'où l'échec de l'implantation en Afrique subsaharienne d'un socialisme propre au continent. Au cours du survol suivant, nous présentons l'analyse causale de la troisième voie.

II. LES PRINCIPALES CAUSES DE L'ÉCHEC DU SOCIALISME ET DU LIBÉRALISME EN AFRIQUE

2.1. Les causes exogènes de l'échec du libéralisme et du socialisme en Afrique

En Europe, en Amérique ou en Asie, les courants des pensées, libéraliste ou socialiste, n'existent pas avant les problèmes liés aux besoins économiques ou aux modes de production économique. Dans ce sens, que l'Afrique soit inconsciente devant une bonne solution venant d'ailleurs pour son problème, qu'elle soit contre ce produit ou qu'elle ait d'autres raisons de ne pas considérer le bien fondé du libéralisme et du socialisme, elle n'a pas tort du point de vue de la portée exogène de sa souffrance actuelle. En effet, ce n'est pas par accident que le continent noir a été dominé, exploité, maltraité et colonisé. Ce n'est pas non plus sans attaques, pièges et méchancetés des autres que l'Afrique patauge.

C'est donc après avoir été la mère de l'humanité, le berceau de la spiritualité, de la science, de la technologie et de la stabilité politique que l'Afrique tomba dans le piège de l'ennemi. Et depuis qu'elle est devenue une forêt des animaux pour les chasseurs, un lac des poissons pour les pêcheurs et les prédateurs, un carré minier pour les entrepreneurs, une zone d'exploitation et d'essai d'armes pour les États du centre (socialistes ou libéraux), plus personne de l'étranger ne veut de sa renaissance.

L'Afrique est un malade dont son médecin est son bourreau. Car tous les pays développés viennent en Afrique pour piller et non pour se discuter sur le comment sauver l'Afrique de son

¹⁰ J. DROZ (dir.), *Histoire générale du socialisme. Tome 4 : de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, 1978, pages 321-346 ; B. CHARLES, *Le Socialisme africain, mythes et réalités*, dans *Revue française de science politique*, vol. 15, n° 5 (1965), pp. 856-884.

agonie. Les idéologies et puissances étrangères sont en conflit entre elles sur le comment chacun peut mieux exploiter l'Afrique et non comment la servir.

Il faut dire que la société, les chercheurs et la science sont les seuls éléments producteurs des pensées, des systèmes politiques et des avancées technologiques. Chaque société a ses réalités, ses savants et sa dose culturelle dans les choses universelles. Toute donnée universelle a besoin de l'identité culturelle de chaque peuple pour être adaptée aux réalités de son temps. Ceux qui proposent des idéologies et des systèmes politiques en Afrique ne tiennent pas compte de l'histoire, de la sociologie, de la philosophie et de l'anthropologie africaines. La plupart de propositions, d'idées et de solutions à la mort africaine sont des emballages des nouvelles expressions de la colonisation, le néocolonialisme. Car, pour parler des pays développés, il convient de reconnaître l'existence des autres sous-développés, en voie du développement et même en voie du sous-développement.

Ce sont donc des États du centre qui développent des courants politiques pour bloquer le développement des pays pauvres très endettés. Le sous-développement de l'Afrique n'est pas un accident, mais le produit d'une volonté des puissances idéologiques et économiques de l'exploiter en permanence. Chaque pays d'Afrique est sous le contrôle d'un pays occidental qui dicte sa politique. Les pays du centre n'ont aucun intérêt d'aider l'Afrique à bien poser la question de son sous-développement et les moyens de se développer.

Aucune nation ne peut créer à une autre son identité culturelle, gage de tout développement triade. Alors que le développement exige l'existence de l'être conscient de son autonomie, de son avoir, de son travail, de son salaire et de son échange avec l'autre dans l'interdépendance. Les puissances étrangères sont jalouses du destin, du génie propre et de l'autonomie politique de l'Afrique.

L'Afrique est le continent le plus important en matière de la main d'œuvre, de l'environnement et des ressources naturelles. Elle ne peut pas être développée car ce sera un manque à gagner pour le monde développé. Le socialisme et le libéralisme en Afrique sont les moyens de distraction que les puissances utilisent pour contrôler l'Afrique. De plus, les deux courants connaissent des évolutions normales et significatives en Occident, en Asie et en Amérique latine, cependant qu'en Afrique les choses semblent rester à la case du départ.

Beaucoup d'auteurs ont critiqué ouvertement la théorie de la croissance qu'ils expliquent par des théories diverses, notamment celle de la domination exercée par les pays riches sur le Tiers-Monde, rendant toute tentative de rattrapage vaine, sans rompre radicalement avec ce modèle, celle de la dépendance développée par Baran (1957), Frank (1969) et Furtado (1970), celle de la théorie de l'échange inégal avec Emmanuel (1969) et de la théorie du centre et de la périphérie élaborée par Amin (1973)¹¹. Selon Ignacy Sachs, la croissance réalise en elle-même la « perversion » du développement ou le « mal-développement »¹². Pour sa part, Denis Goulet, relisant Leuret, lorsque la croissance « est conçue comme la fin et non comme un moyen, elle produit un développement 'dénaturé'. Un développement dont nous doutons de plus en plus du bien-fondé économique, des références éthiques et des conséquences politiques. Trop de souffrances humaines démentent ses promesses »¹³.

Toutefois, ces théories ne soulignent pas assez la responsabilité propre et interne de l'Afrique face à son malheur. En effet, il est bien inscrit dans la nature que le léopard est carnivore. En conséquence, s'il refuse de dévorer l'antilope, il doit renoncer par le fait même à sa léopardité et

¹¹ Ph. HUGON, « *Le post ajustement et l'après "consensus de Washington" ou le quatrième temps de la pensée francophone* », GEMDEV, 2004 ; B. CONTE, « *La diversité des approches du développement* », 2003-2004, dans http://conte.u-bordeaux4.fr/Enseig/Lic-ecod/docs_pdf/DiversesApprochesDeveloppement.pdf; D. MEADOWS, D. MEADOWS, J. RANDERS et W. W. BEHRENS III, *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance (dans un monde fini)*, Paris, Fayard, 1973.

¹² I. SACHS, *Pour une Économie Politique du Développement. Études de planification*, Paris, Flammarion, 1977.

¹³ D. GOULET, « *Développement durable et obsession de croissance* », dans *Foi et Développement*, n° 331 (2005), p. 1. MES-RIDS, n°132, vol. 1., Janvier - Février 2024

signer son arrêt de mort. C'est à l'antilope d'inventer et de développer sa résilience face à l'empirie du prédateur léopard.

2.2. Les causes endogènes de l'échec du libéralisme et du socialisme en Afrique

Nous réaffirmons le principe de la troisième voie qui stipule que si le problème est mal posé, la bonne réponse est mauvaise. Comme indiqué ci-haut, les États africains ne sont pas nés du conflit entre le capital et le travail. Ils ne sont pas créés par les africains eux-mêmes en faveur des modes de production socio-économique. Ce sont des organisations des cités créées par des visées économiques entre les puissances féodales et industrielles. En réalité, il y a décolonisation des peuples africains bien que l'initiative fût toujours occidentale. Mais il n'y a pas décolonisation des États en Afrique, mais plutôt donation des États aux populations de l'Afrique.

Il n'y avait pas de leaders et de peuples qui revendiquaient leurs États en Afrique, mais des héros et des populations qui ne supportaient plus l'oppression colonialiste. D'autres notamment, le Soudan du Sud et du Nord, l'Érythrée et la Somalie ... sont nés de la balkanisation issue des conflits qui ne sont liés ni à la nation du capital ni à celle du travail.

Même si nous utilisons le terme balkanisation pour indiquer la responsabilité ou l'initiative autonome de séparation d'un État en plusieurs autres États, nous n'ignorons pas la présence des mains dites noires (puissances étrangères) manipulant les nationaux à cet effet. Nous ne pouvons pas parler du socialisme dans un État qui n'a pas connu l'exploitation du capital et de la main d'œuvre qui avait besoin d'améliorer ses conditions de travail. Nous ne pouvons pas non plus parler du socialisme dans une Afrique qui n'a pas connu des prolétaires.

La plupart des États africains que nous connaissons parmi les riches du monde n'ont pas produit leurs richesses par la bourgeoisie compradore comme en Occident, en Asie et en Amérique latine, mais ce sont des gens qui ont détourné les moyens de l'État pour s'enrichir. Il s'agit plutôt d'une bourgeoisie administrative. Les fonctionnaires de l'État en Afrique ne sont pas des prolétaires pour que nous puissions parler du socialisme. Car l'État a une autre mission sociale qui n'est pas à confondre avec l'idée du capital et du travail. Et même si l'État devenait socialiste ou capitaliste, il ne le fait que dans le souci pour un temps de résoudre les problèmes liés à sa mission naturelle à assoir la promotion de l'intérêt général.

Un pays sans nation en son sein se développe difficilement avec le socialisme ou le libéralisme, à l'instar de tout État qui n'a pas bien fixé le système politique de son pays après la décolonisation. Comment un État qui n'a pas bien fixé le système politique de son pays après la décolonisation peut-il se développer avec le socialisme et le libéralisme ? La plupart des États africains se sont déclarés en faveur d'une démocratie républicaine. Mais le fonctionnement des républiques africaines ne s'apparente même pas au sens d'un royaume dans un pays développé.

Pendant que, dans le système politique de l'Occident comme celui de la France, par exemple, se veut une démocratie libérale, celui de l'Orient notamment en Russie et en Chine est autoritaire, leurs peuples se retrouvent. La vraie ressemblance entre les deux types d'autorité est que tous les deux travaillent pour faire avancer leurs pays. En Afrique, par contre, les socialistes et les libéraux gèrent de la même mauvaise manière le pays, et l'opposant d'hier et le pouvoir d'aujourd'hui se comportent de la même mauvaise manière au pouvoir.

Le défaut de l'Afrique est d'avoir cru aux solutions étrangères sur les problèmes qu'elle n'a pas elle-même bien posés. Son défaut est également au niveau d'avoir cru aux pensées, idées et systèmes politiques lui imposés gentiment par les autres sans qu'elle les examine au regard de son destin, de son génie propre et de son autonomie politique. Car même si manger est un besoin naturel pour tout le monde, chaque peuple a sa culture alimentaire issue de son milieu, de ses conditions et de ses inventions.

Une Afrique sans penseurs, scientifiques et politiques autonomes ne peut, ni savoir donner, ni savoir recevoir des autres dans le concert des nations. L'Afrique ne manque pas l'argent. Elle n'a pas non plus besoin de protéger ses ressources naturelles. Car même si elles s'épuisaient et que l'Afrique se réveille à une pensée propre, elle aura des actions et des organisations capables de

créer les nouvelles richesses et même d'aller puiser les ressources naturelles des autres pays comme le font les autres États normaux à travers le monde.

L'Afrique a un problème d'homme, de culture et d'organisation. La crise africaine est congénitale, karmique et culturelle. En ayant le sang africain surtout noir, vous êtes déjà dans la malédiction, et avec avez la culture de la mégestion jusqu'au jour de notre éveil spirituel. Il n'y avait pas jusqu'ici des politiques africains qui savent ou acceptent de fouiller pour entrer en contact avec la généalogie, la pensologie, la théologie, la philosophie, l'histoire, la sociologie et l'économie de leur pays pour y chercher des solutions sans nier l'apport étranger.

En politique, il y a d'abord des penseurs politiques qui sont des visionnaires d'État ou des prévoyants, des leaders politiques qui sont des voyants ou exécutants des visions et les politologues, voire les autres savants d'État qui sont des techniciens ou conseillers. Nous pouvons prendre l'exemple de la Chine où vous avez Confucius, Mao et l'actuel président Xi Jinping. En Égypte antique, vous avez Homotpe et les autres.

À travers le monde, la plupart de ceux qui ont créé des courants des pensées économiques, politiques et philosophiques n'étaient, ni des rois, ni des chefs d'État. Mais ce sont eux qui dirigent leurs pays par les autres. Par exemple, Karl Max, Machiavel... Les dirigeants africains citent difficilement les grands spirituels, scientifiques et politiques de l'histoire de la pensée africaine. Mais se réfèrent souvent et beaucoup même plutôt aux autres acteurs politiques qui parfois ont échoué pour n'avoir pas compris le jeu international ou encore ceux qui sont morts tragiquement. Par exemple Lumumba, Sankara, Kimbangu... Tous ces gens ont bien aimé l'Afrique et sont morts contre l'Afrique et non pour l'Afrique. Parce que personne d'entre eux n'a gagné à son temps ce qu'il voulait gagner pour l'Afrique ou pour son pays d'origine.

L'Afrique indéfinie et continent ne peut devenir forte que lorsque chacun de ses pays découvre son destin, son génie propre et son autonomie politique dans et en dehors du continent. Car aucun continent ne peut collectivement se développer ou voir tous ses pays ou États décoller avec une conscience commune. En réalité, toute nation africaine doit aussi savoir exploiter l'autre nation de l'Afrique pour ses intérêts.

La colonisation n'a pas existé seulement entre les différents continents du monde. Mais aussi entre les pays membres d'un même continent. Les conflits d'intérêts et les guerres entre États ont opposé avant tout les différents pays de l'Europe entre eux. Par exemple la France et l'Allemagne, la Russie et l'Allemagne hitlérienne ...

Chaque État d'Afrique doit mener trois bonnes guerres à savoir : la guerre de naissance (décolonisation, balkanisation ou d'annexion), la guerre de la croissance (la bonne gouvernance dans la séparation et chaîne de ses trois pouvoirs à l'interne) et la guerre de l'existence (chercher son hégémonie sous-régionale, régionale et universelle dans le monde).

Il existe plusieurs façons de naissance d'un État. Il y a des États qui naissent de l'existence des structures économiques existantes. D'autres naissent des philosophies politiques, religieuses de la balkanisation et de l'annexion.

En effet, l'État naît de la pensée politique et devient le moyen par lequel la pensée nationale s'installe dans le concert des nations. Or, le système politique ne précède pas la pensée politique qui crée la vision, les projets des sociétés et les programmes politiques. Le vrai problème de l'Afrique se situe au niveau du comment ces États sont nés après 1885 précisément après la conférence de Berlin.

Non seulement qu'il n'existait pas d'États Africains au sens actuel du terme avant la colonisation, mais aussi que les structures sociales qui existaient ont connu l'esclavage, la traite négrière et la colonisation. Ces systèmes politiques postcoloniaux ont été suivis des dictatures et des démocraties qui sont à la fois des questions et des pistes des solutions ou des réponses qui n'étaient pas posées par les Africains eux-mêmes.

2.3. L'Afrique est un mauvais disciple des autres

Malgré la mauvaise volonté des autres, notamment les puissances étrangères, l'Afrique avait toutes les chances de se développer avec les idées des autres si elle avait besoin de le faire. En effet, même en Occident spécialement en Europe, les pays développés n'inventent pas tous les mêmes moyens du développement. Les dirigeants africains préfèrent recevoir les aides et appuis financiers venant de l'Occident, de l'Amérique et de l'Asie. Les démocrates africains aiment toutes les recherches et les expressions tant de la science que de la technologie occidentale. Mais ils repoussent sérieusement toutes les leçons de droit international humanitaire, de droits de l'homme, de la bonne gouvernance, de la tolérance, des objectifs du millénaire et de toute initiative de bonne gouvernance que les donateurs et bailleurs exigent d'observer.

Malgré le fait que la plupart des dirigeants africains aient vécu dans des pays développés et aient parfois de très bonnes relations avec les autres dirigeants du monde, ils n'ont pas le sens d'honneur, d'espionnage, d'imitation et de comparaison positive. L'Afrique refuse d'imiter de bons exemples. Non pas pour inventer sa propre identité dans le concert des autres continents, mais par mépris, refus, résistance au progrès.

Conformément au principe de la troisième voie qui postule que rien n'est totalement bon ni totalement mauvais, l'Afrique a tort de ne voir que les défauts de la colonisation et de l'impérialisme. Pourtant, il y a vraiment lieu de saluer aussi les effets positifs de la colonisation, notamment les frontières, la reconnaissance internationale, l'égalité des États, des Chefs d'État... Et au nom d'un autre principe de la troisième voie qui dispose que personne ne connaît tout, mais tout le monde sait quelque chose, l'Afrique a tout intérêt de savoir copier le bon côté de l'histoire des autres. Même la souffrance de sa colonisation n'est pour un être éveillé qu'une bonne et meilleure école de la vie. L'Afrique reste dans les plaintes de la colonisation alors que celle-ci (colonisation) n'étant pas seulement la question des Africains ; plusieurs peuples de l'Europe se sont entre eux colonisés. Les États-Unis d'Amérique qui dirigent le monde furent partie de l'ancien monde (Européen).

CONCLUSION

Pendant les moments de décolonisation, les Africains n'ont pas bien posé l'équation de la colonisation, de la spiritualité, de la science et du système politique qui étaient pour leur domination. Les pères dits des indépendances ont réagi contre les atrocités du pouvoir colonial occidental et non sur les courants de pensées qui étaient utilisés comme moyen de cette entreprise. Ce qui fera qu'après les indépendances, les différents décolonisés sont restés attachés aux religions, écoles et systèmes politiques de la décolonisation. Les Africains ont pensé que c'est par leur volonté que l'Afrique a été divisée en pays autonomes et que la démocratie était une réponse à la dictature. Pourtant, pour les maîtres du monde, tout ce qui arrive est seulement le passage d'une étape à une autre de la colonisation.

Pendant que le socialisme et le libéralisme sont des idéologies qui dépendent des valeurs des catégories sociales indépendamment de leurs couleurs de peau ou origines, les courants de pensées issus de l'Afrique (notamment le panafricanisme, l'authenticité, la négritude, le naturalisme, l'inculturation et même la remise en question) n'étaient que des répliques ou des contestations de l'Occident sur la formation d'une identité africaine, d'une Afrique inconnue.

L'avenir de l'Afrique ne se joue plus désormais dans les stériles querelles entre le libéralisme et le socialisme, même à visage africain, ni entre l'occidentalisation de l'Afrique et l'indigénisation ou africanisation des modèles occidentaux, mais dans l'adhésion et l'assimilation, à son présent historique, d'une troisième voie par et pour elle-même, sans négliger les apports de l'étranger et ceux du passé.

BIBLIOGRAPHIE

- BALLE Fr., *Libéralisme*, dans <https://www.universalis.fr/encyclopedie/liberalisme/1-les-origines-du-liberalisme> (consulté le 14 juillet 2022)].
- BEECKMANS R. et DE HAES R., *Voies africaines du socialisme*. Journées africaines 1963, Léopoldville, Bibliothèque de l'étoile, 1963.
- BERNARD Ch., *Le socialisme africain : mythes et réalités*, dans *Revue française des sciences politiques*, vol. 15, n° 5 (1965), pp. 856-884.
- BLUM Fr., KIRIAKOU H., MOURRE M. et al., *Socialismes en Afrique/Socialism in Africa. Pour une histoire des socialismes en Afrique*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2021.
- BOUCHOUX G., *Les principes du libéralisme*, Juin 2018, dans <https://www.researchgate.net/publication/326092407> (consulté le 14 juillet 2022).
- CHAROLLES V., *Le libéralisme contre le capitalisme*, Paris, Fayard, 2006.
- COHEN-HADRIA E., *Les voies africaines vers le socialisme. À propos de la conférence de Tunis, 1^{er}-6 juillet 1975*, dans *La Documentation française*, n° 72 (1976), p. 33-38)
- DROZ J. (dir.), *Histoire générale du socialisme. Tome 4 : de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, 1978.
- DUMÉNIL G. et LEVY D., *Néolibéralisme : dépassement ou renouvellement d'un ordre social ?*, dans <https://www.cepremap.fr/membres/dlevy/dle2006o.pdf> (consulté le 14.07.2022).
- KOSSOU B., *Rapport général du Symposium international de Kinshasa (20 au 30 avril 1985) sur « l'Afrique et son avenir »*, dans ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, *Le mouvement panafricaniste au XXe siècle*, 2004.
- LE MINARCHISTE, *Les 7 principes fondamentaux des libéraux*, dans *Contrepoints*, n° du 4 mai 2014.
- MUDIMBE V.-Y., *L'invention de l'Afrique. Gnose, philosophie et ordre de la connaissance*. Traduit de l'anglais par L. VANNINI, Paris, Éditions Présence Africaine, 2021.
- NEMO Ph., *Histoire des idées politiques des Temps modernes et contemporains*, Paris, PUF, 2009.
- PENOUIL M., *Types de capitalisme et transformation des structures*, dans *Revue Économique*, vol. 9, n° 5 (1958), pp. 706-734.
- SENGHOR L. S., *Liberté 2 : Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Seuil, 1971.
- SENGHOR L. S., *Nation et voie africaine du socialisme*, Paris, Présence africaine, 1971.
- VODAREVSKI V., *Définition du libéralisme en 6 principes*, dans *Contrepoints*, n° du 25 décembre 2013.
- Von MISES L., *Le socialisme : étude économique et sociologique*. Traduit de l'allemand par P. BASTIER, A. TERRASSE et Fr. TERRASSE, Paris, Éditions M.-Th. Génin - Librairie de Médecis, 1938.
- Von MISES L., *Libéralisme*, Paris, L'imprimerie du Delta, 1927.